

EDITORIAL

ACCORDS DE LIBRE-ÉCHANGE

Ça passe, ça casse

Raymond Klein

Non au CETA ! Est-ce vraiment la quintessence de la motion adoptée à la Chambre ? Ce qui est sûr, c'est que le débat CETA-TTIP sera lourd de conséquences.

Rêvons un peu. Nous sommes en 2018, et le CETA n'est pas passé. C'est le petit grain de sable introduit par le parlement luxembourgeois en juin 2016 qui a définitivement enrayé la grosse machine européenne. Une motion adoptée quasiment à l'unanimité avait notamment exhorté le gouvernement à « veiller sur l'indépendance et l'impartialité » des futurs juges du très controversé tribunal d'arbitrage. Elle retenait notamment qu'« un code de conduite contraignant (...) devra être mis en place ».

Lors du sommet européen consacré à ce sujet, le premier ministre luxembourgeois a présenté ces demandes. D'autres chefs d'État ont profité de l'occasion pour faire part de leurs doutes. Quelques heures plus tard, le CETA était officiellement mort et enterré. Cela signifiait aussi l'arrêt de mort de l'autre traité de libre-échange transatlantique, le TTIP. Quand les États-Unis ont demandé des assurances quant au maintien des parties déjà négociées, la Commission a préféré ajourner sine die les négociations. En fait, plus personne n'était prêt à supporter le coût politique d'un combat perdu d'avance. Depuis, la société civile et les partis progressistes se rallient autour du mot d'ordre d'« une autre Europe » et de l'espoir d'un changement de direction général de politique.

Revenons en arrière. En juin 2016, la plateforme d'ONG « Stop TTIP » avait salué la motion, « malgré ses faiblesses », comme « essentiellement positive » et estimé que la mobilisation de la société civile commençait à porter ses fruits. Il s'agissait d'une appréciation très bienveillante, car la plateforme exigeait le rejet des accords à défaut d'obtenir des modifications profondes. Une exigence reprise dans la motion proposée par Déi Lénk, rejetée par la majorité, mais qui avait en fait déclenché le débat à la Chambre. La plateforme ne mentionnait même pas cette motion alternative, sans doute parce qu'elle privilégiait les liens avec ses interlocuteurs dans les partis établis. Et, comme on a vu, elle a eu raison de procéder ainsi.

Maintenant, au tour du cauchemar. Signature du CETA dès octobre 2016, entrée en vigueur le 1er juillet 2017. Sur cette lancée, les négociations sur le TTIP ont avancé de manière conséquente, l'accord devant être finalisé avant la fin de l'année 2018. Entre-temps, le CETA a fait ses premiers dégâts : un projet de réforme de la directive Reach avorté suite aux pressions canadiennes, un procès devant la cour d'arbitrage obligeant la fédération des cantines scolaires de Catalogne à s'approvisionner chez « Saint Lawrence Fried Chicken »...

Élites européennes : au service des multinationales et trahissant la volonté populaire ?

La motion de juin 2016 a créé une petite frayeur, vite oubliée cependant. Lors du sommet européen, Xavier Bettel s'est bien gardé d'insister sur des demandes qu'il a ensuite qualifiées de « malheureusement irréalistes ». La Commission européenne a ensuite « démontré » que CETA n'était pas un accord mixte, sans qu'aucun pays ne la contredise. L'accord a été ratifié par le vote du seul Parlement européen - mettant hors jeu les parlements nationaux. L'impression laissée est celle d'élites européennes au service des multinationales et trahissant la volonté populaire.

Au Luxembourg, ces événements ont donné raison aux critiques les plus radicales, tandis que les modérés ont l'air bête. Surtout, la crédibilité du gouvernement et notamment du LSAP et des Verts en a pris un coup. Comme auparavant dans d'autres pays, le fossé entre société civile et politique s'est creusé, au profit des « extrêmes » de l'éventail politique. Les gens seraient-ils devenus bêtes en votant n'importe quoi ? Ou bien les « extrémistes » auraient-ils raison en affirmant qu'on ne peut pas continuer comme ça ?



NEWS

Cour des Comptes: Le côté obscur reste **p. 3**

Menschenrechte:

Some are more equal than others **S. 4**

Le deal UE-Turquie: Des renvois illégaux **p. 5**

REGARDS

Universität Luxemburg: Digital, aber unsichtbar **S. 6**

Euro 2016: Entre fête populaire et risque sécuritaire **p. 8**

Weltmusik: Willis Tipps **S. 10**

Poésie: Des mots primitifs mais profonds **p. 10**

Italien: Komplizenschaft durch Gleichgültigkeit **S. 12**